



BANQUE CENTENAIRE

nouvelle génération

Au Crédit Commercial de France, nous nous appuyons sur plus d'un siècle d'expérience pour proposer des solutions **adaptées aux besoins d'aujourd'hui**.

Rendez-vous dès maintenant **en agence** ou sur **ccf.fr**

CCF | BANQUE PATRIMONIALE DEPUIS 1917

CCF - S.A. au capital de 147000001 euros, agréée en qualité d'établissement de crédit et de prestataire de services d'investissement, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 315769257 - Siège social : 103 rue de Grenelle - 75007 Paris. Intermédiaire en assurance immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07030182 (www.orias.fr).



BENOÎT HABERT



Un rendez-vous planétaire essentiel

Notre magazine fait aujourd'hui peau neuve et passe d'un rythme trimestriel à un rythme bimestriel. Confiance dans l'avenir, réponse à la demande de notre lectorat qui souhaite une plus forte périodicité et moins de densité, adaptation à une accélération des événements ou volonté de mieux s'inscrire dans le paysage médiatique, c'est un peu tout cela à la fois. Ce qui ne change pas, en revanche, c'est notre optimisme affiché, notre foi en l'être humain et en sa capacité à trouver des solutions.

Il y aurait apparemment tout lieu de déprimer : la France est comme un bateau sans cap qui pense bénéficier d'une légère brise mais ne sait pas vers quel port se diriger. La meilleure recette pour se trouver démunis en pleine tempête... L'Europe change de boussole, mais ne sait toujours pas si elle va lui indiquer le nord. Le monde est balotté entre espoirs de paix et logiques de guerre sur fond de désintérêt apparent pour la chose écologique.

Pourtant, fidèle à notre vocation initiale, nous souhaitons regarder les raisons d'espérer et nous mettre en mouvement. Le moment nous paraît bien choisi puisque c'est celui de la COP30. Les COP se suivent et se ressemblent en ce qu'elles font formidablement avancer la cause écologique de façon raisonnable. On peut déplorer les « stop and go » ou les déclarations non suivies d'effet. Néanmoins on ne doit pas sous-estimer l'impact sur l'opinion et sur les décideurs de ce rendez-vous annuel qui scande l'agenda écologique de la planète. Si l'on regarde la photo, elle s'avère parfois décevante. Mais en déroulant le film de leurs trente ans d'existence, on constate que les COP sont le premier exemple constant de réunion planétaire, quasi institutionnalisée, qui se penche sur une problématique commune à l'ensemble de l'humanité. C'est un point de rendez-vous pour toutes les personnes impliquées qui y trouvent une source de motivation complémentaire. C'est un coup de projecteur pour les retardataires qui n'ont pas pris conscience de l'importance de mieux concilier l'œuvre de l'homme et la nature. C'est surtout un facteur d'accélération, pour tous les pays participants, dans la prise en compte des enjeux qui les touchent. En un mot, la COP est chaque année l'occasion d'un grand colloque entre États et citoyens, une forme de coopérative écologique. De ce point de vue, la COP30 ne déroge pas à la règle.

Le Brésil qui l'accueille est une terre de contrastes : un poumon du monde victime d'une déforestation massive et un chantre de la décarbonation, malgré tout tenté par la manne pétrolière qui dort dans ses sous-sols. Ces paradoxes, que chaque État expérimente à des échelles variées, sont la matière du débat et des prises de conscience. Gageons que cette COP nous fera gravir une marche supplémentaire dans notre capacité à relever les défis et à redonner au débat démocratique tout le lustre qu'il mérite. |

Contributeurs



| MARTIN BERTRAND |
Photojournaliste et photographe documentaire, ancien de l'Agence France Presse et désormais représenté par le Studio Hans Lucas. Il travaille notamment sur les thématiques environnementales.



| MARIELLE COURT |
Journaliste spécialiste de l'environnement et des questions agricoles, elle a participé à l'ouvrage *Demain, une Europe agroécologique* (Actes Sud, 2021), des spécialistes Xavier Poux et Pierre-Marie Aubert.



| GWENN DUBOURTHOUMIEU |
Photographe souvent primé, correspondant pour l'AFP au Congo, il a travaillé pour de nombreuses ONG, l'Unicef et le Programme des Nations unies pour le développement.



| MARC LOMAZZI |
Journaliste passionné d'environnement, il est l'auteur d'un ouvrage de vulgarisation sur la crise climatique, *France 2050. RCP8.5, le scénario noir du climat* (Albin Michel, 2023).



| NATHALIE MAYER |
Physicienne de formation et journaliste des sciences et techniques depuis plus de vingt ans, elle se passionne tout particulièrement pour la question des énergies.



| ANDREA UCINI |
Illustrateur conceptuel indépendant d'origine italienne, il est basé au Danemark. Il travaille notamment pour *The New York Times*, *The Guardian*, *The Economist* et *The Washington Post*.

Comité éditorial



| BRIGITTE ADÈS |
Grand reporter pour la revue *Politique internationale*.



| OLIVIER BLOND |
Conseiller régional d'Île-de-France en charge de la santé environnementale.



| AUDREY BOUROLLEAU |
Fondatrice d'Hectar.



| BENOÎT HABERT |
DG de GIMD, initiateur du projet.



| VALÉRIE KNIAZEFF |
Fondatrice et CEO d'Alcimed.



| FRANÇOIS-XAVIER OLIVEAU |
Directeur associé d'Initiative & Finance.



| GUILLAUME POITRINAL |
Fondateur de W02.



| JACQUES ROCHER |
Président de la Fondation Yves Rocher.



| HÉLÈNE VALADE |
Directrice développement environnement chez LVMH, présidente de l'Orse.



| AGNÈS VERDIER-MOLINIÉ |
Directrice de l'Ifrap.

TERRE DES HOMMES

présenté par Madeleine Meteyer
et Paul Sugy



LE FIGAROTV TOUT LE FIGARO À LA TÉLÉVISION

disponible sur

TNT IDF 34	CANAL+ 126 / 136*	TF1+ 118
Samsung TV Plus	SFR 194	freebox 203
free 203	Canal+ 247	Motör TV in free
Regarder sur Apple TV		Regarder sur Google TV
Aussi sur LeFigaro.fr et l'app		

Sur Le Figaro TV, retrouvez les émissions d'analyse et de décryptage présentées par les journalistes de la rédaction du Figaro, mais aussi un large choix de programmes documentaires consacrés à la culture, au patrimoine, à l'histoire et à l'art de vivre.

Écologie 360
écologie360.fr
91, avenue Kleber – 75116 Paris
Tél. : 09 53 25 38 45
E-mail : contact@écologie360.fr

Directeur de la publication :
Benoît Habert

Conception et réalisation :
Socrate

Directeur de la rédaction : Pierre Sommé
Rédacteur en chef :
Christophe Doré
Consultant : Pierre Doncieux
Conception graphique et directrice artistique : Fabienne Jousse
Chef de studio : David Doukhan
Infographiste : Clara Luneau
Responsable photo : Sandrine Sauvin

Stratégie digitale et contenus numériques :
Judith Frydman,
Jessica Komguen
Secrétaires de rédaction :
Hélène Abdessadok,
Benoit Leprince

Ont collaboré à ce numéro :
Martin Bertrand, Françoise Blind-Kempinski, Aude de Bourbon Parme, Nathania Cahen, Laura Catz, Marielle Court, Valérie Ferrer, Marie Herblot, Guillaume Jan, Katia Kulawick-Assante, Nejma Lechevalier, Arnaud Lefebvre, Marc Lomazzi, Samuel Loutat, Nathalie Mayer, Stéphane Méjanès, Robin Panfil, Sophie Vincelot

Pages « Idées » : Alexandre Iashnine, Sophie Robert-Velut, Agnès Verdier-Molinié
Régie publicitaire : Ketil Media
Président : Vincent Buffin

Diffusion :
Messageries Lyonnaises de Presse

Directrice commerciale :
Catherine Laplanche
claplanche@ketilmedia.com
Directeur du développement :
Christian Mavides
cmavides@ketilmedia.com
Tél. : 01 78 90 11 74
164ter, rue d'Aguesseau
92100 Boulogne-Billancourt
ketilmedia.com

Administration et finances :
Agence Socrate

Impression : Imprimerie IPS
ZI Les Communaux
Rue du Loure 1600 Reyrieux
Papier recyclé PerlenValue

Diffusion :
Messageries Lyonnaises de Presse



Abonnements : Opper Services
abonnement@écologie360.fr
Dépôt légal : novembre 2025
CPPAP : 0324095102
ISSN : 2969-5406

Édité par Écologie 360
Société par actions simplifiée au capital de 10 000 €
RCS Paris 922 270 475
Tél. : 09 53 25 38 45

Couverture : © Andrea Ucini/agoodson.com

Tous droits réservés : Écologie 360

PERSPECTIVES

Chiffre clé

82,4 %

des personnes interrogées sont favorables à l'objectif mondial de protéger au moins 30 % des terres et des océans d'ici à 2030, selon un sondage réalisé auprès de 12 000 habitants de huit pays (Argentine, Brésil, Inde, Indonésie, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Etats-Unis). Preuve que l'opinion publique veut des actions à la hauteur du défi écologique mondial.



Mobilité

Les atouts du bambou

Le saviez-vous ? Le bambou fut très tôt – le premier brevet date de 1894 – un matériau utilisé dans la fabrication des cadres de vélo. Parce que cette essence est à la fois robuste, souple, capable d'amortir les chocs et insensible à la corrosion. Il fut rapidement abandonné et remplacé par l'aluminium et l'acier pour la production de masse. Aujourd'hui, plusieurs entreprises remettent au goût du jour ce matériau non polluant et durable, comme Möbius. Cette jeune marque française propose des vélos innovants, entièrement écoconçus,

faits en bambou issu de plantations responsables. Les vélos, fabriqués et assemblés à Annecy, existent en version musculaire et électrique. Entreprise à mission, Möbius recourt uniquement à des matériaux durables (bambou pour le cadre) et recyclés (aluminium pour les pièces), compense son bilan carbone et offre une garantie de recyclage pour ses modèles en fin de vie. Qui dit mieux ?

► Achat uniquement en ligne, en test à Annecy.
mobius.bike

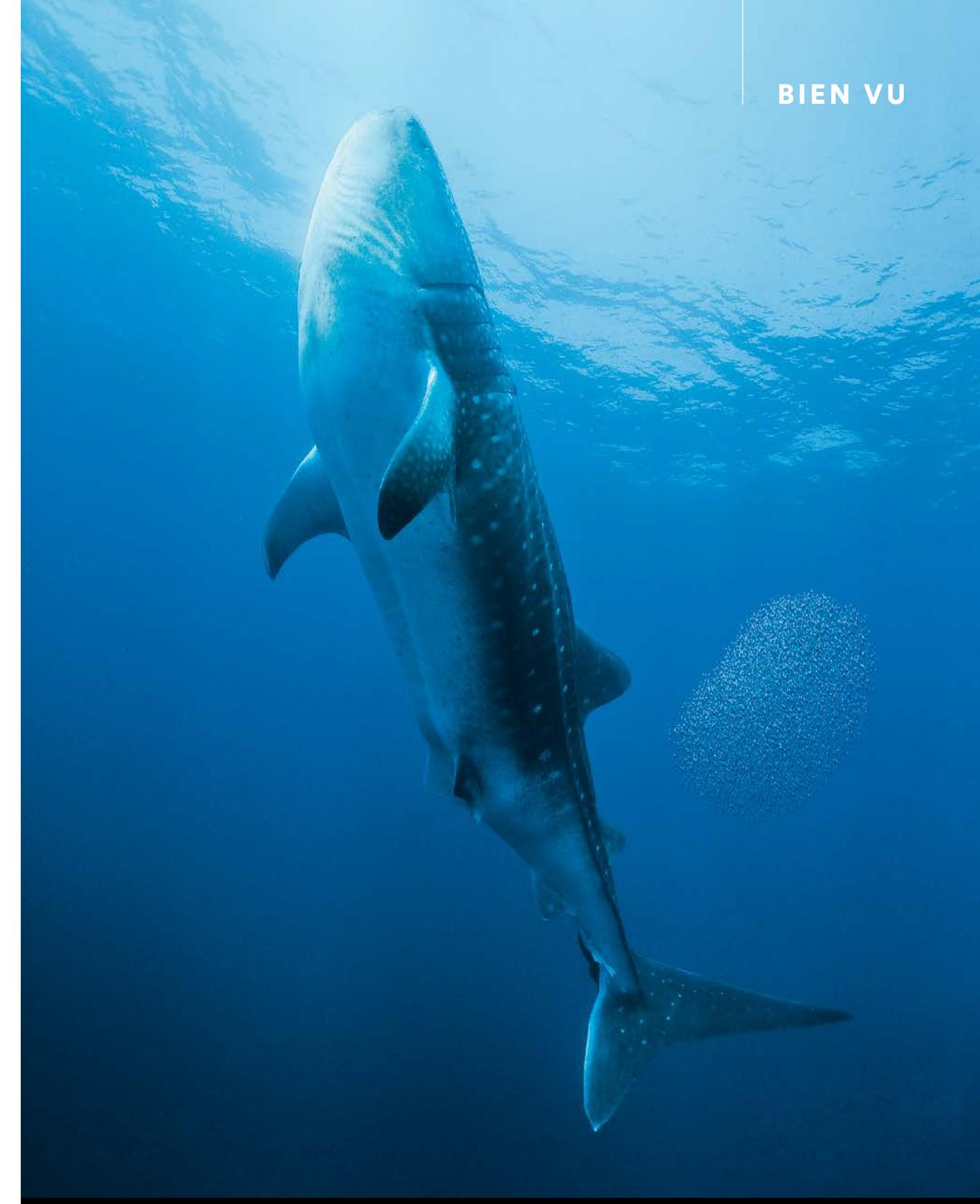


Energies renouvelables

Trump fait la girouette sur le solaire et l'éolien

Donald Trump, peu réputé pour son amour des éoliennes et des panneaux solaires, vient d'offrir un rayon de soleil aux investisseurs. Son administration a assoupli mi-août les conditions d'accès aux crédits d'impôt fédéraux pour les projets renouvelables. Le Trésor américain a confirmé que les projets entamés avant juillet 2026 – avec seulement 5 % du coût investi ou quelques pelletées en action sur site – auront droit aux généreux crédits d'impôt fédéraux si les travaux sont terminés dans les quatre ans. Le cours des actions des acteurs du solaire s'est envolé à Wall Street juste après l'annonce. Comme quoi, même le climatoscepticisme peut parfois générer de la lumière.

PRESSE: GETTY IMAGES



Accord historique

La planète mer protégée

Prise au large du Venezuela par le photographe sous-marin Pascal Kobeh, l'image d'un requin-baleine et d'un banc d'anchois. Le premier est jugé « en danger » dans le classement des espèces menacées. Les seconds sont considérés en équilibre fragile, victimes de surpêche. Cela pourrait changer. Plus de 60 États ont ratifié le traité international sur la protection de la haute mer, qui va permettre de créer des aires protégées et de mieux encadrer les activités en mer (*lire aussi page 88*).

FIGURES



Réinvention

Chrystelle Peltier, de bien jolis colis

Les grandes innovations commencent souvent dans des garages. Mais pour Chrystelle Peltier, tout a débuté dans sa cuisine. « Face à l'accumulation des colis de nos commandes en ligne, j'ai lancé un défi à mes enfants : trouver une alternative innovante et écoresponsable aux emballages à usage unique », explique-t-elle. Professeure de technologie, la Bordelaise, secondée par son fils William, a donc repensé à la source le colis du e-commerce. Son résultat : Opack, un colis réutilisable, deux fois plus léger que le carton et résistant à plus de 600 kilos de pression. « Chaque année, 1,7 milliard de colis sont envoyés en France. Cela représente 1,6 million d'arbres coupés et 300 000 tonnes de déchets. Grâce à son calage gonflable et dégonflable avec une simple paille fournie, Opack permet non seulement d'éviter la casse mais aussi de réutiliser l'emballage jusqu'à cent fois. Après emploi, il suffit de le mettre dans une boîte aux lettres pour qu'il nous revienne et que nous fassions tous les contrôles afin de le remettre dans le circuit », détaille la cheffe d'entreprise. Brevetée, médaille d'or au concours Lépine et Oscar de l'emballage d'économie circulaire, cette solution est assemblée par des personnes en réinsertion de la prison de Gradignan. Opack est déjà adopté par plusieurs entreprises de cosmétiques ou de téléphonie reconditionnée. Il est aussi disponible pour les particuliers. | Valérie Ferrer

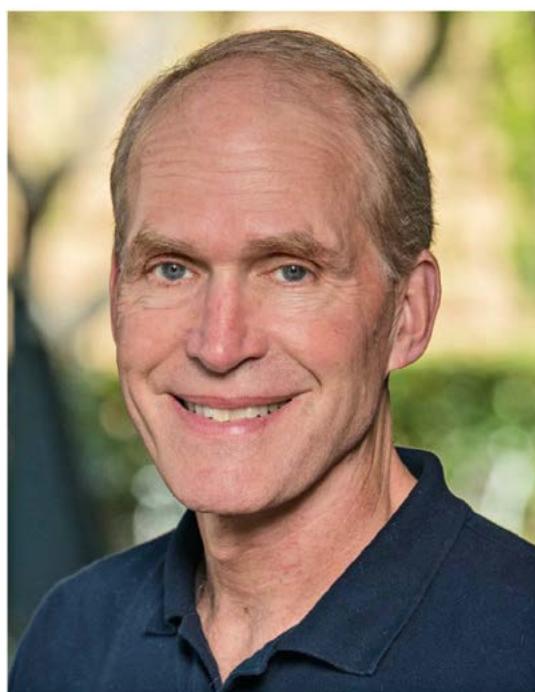
► Plus d'infos sur opack.fr



Un combat récompensé

Les protecteurs de la Vjosa

On leur doit la sauvegarde du dernier fleuve sauvage d'Europe, en Albanie. Besjana Guri et Olsi Nika ont reçu le très convoité prix de la Fondation Goldman pour l'environnement.



PRESSE: 2025 BLUE PLANET PRIZE RECIPIENT

Prix Blue Planet

Rob Jackson, le carbone en ligne de mire

Climatologue et professeur des sciences de la Terre à l'université américaine de Stanford, Rob Jackson s'est vu décerner le prestigieux prix Blue Planet 2025, doté de 500 000 dollars. Le scientifique est reconnu pour ses recherches sur le cycle du carbone dans les écosystèmes terrestres. Il a révélé les relations complexes entre le sol, la végétation et les microbes. Il a aussi permis de quantifier le bilan des gaz à effet de serre (GES) dans les environnements naturels et ceux affectés par les combustibles fossiles. Enfin, il a mis en lumière les polluants atmosphériques émis par les cuisinières à gaz ainsi que les émissions de méthane provenant des champs pétroliers ou gaziers et des pipelines urbains. Ses travaux scientifiques ont permis de réduire de plusieurs milliers de tonnes les émissions de GES. Depuis 2017, Rob Jackson préside le Global Carbon Project et en a fait une ressource clé pour guider les gouvernements et les négociateurs dans les politiques climatiques. En 2024, il a publié *Into the Clear Blue Sky*, ouvrage qui démontre les avantages des énergies propres en matière d'environnement et de santé publique. Ses recommandations rencontrent actuellement une forte opposition aux États-Unis. « Tout comme la liberté et l'égalité, les progrès environnementaux et la sécurité climatique sont menacés. Ce prix est tout à la fois un rappel et un appel à l'action », a conclu Rob Jackson en recevant sa récompense. | Nathania Cahen

Si le continent européen compte 1,2 million de barrages et autres obstacles, tels des weirs ou des culées de pont, modifiant les systèmes fluviaux, la Vjosa faisait figure d'exception. Son cours restait naturel, si l'on excepte un barrage à sa source, en Grèce. Le fleuve se devait de rester libre et non endigué pour préserver les 1175 espèces végétales et animales qu'il compte, selon l'analyse de Besjana Guri et Olsi Nika, experte en communication pour l'une et biologiste aquatique pour l'autre. Soutenu par plusieurs ONG, mais également par des personnalités comme Leonardo DiCaprio, leur combat a porté ses fruits après plus d'une décennie de bataille (leur association EcoAlbania a été créée en 2014). En mars 2023, le gouvernement albanais a officiellement désigné comme parc national les 270 kilomètres que parcourt le fleuve en Albanie ainsi que ses divers affluents, soit pas moins de 400 kilomètres de corridors fluviaux, représentant un territoire de 13 000 hectares. « C'est un message fort, la protection l'a emporté sur la destruction, car la Vjosa n'est pas seulement un fleuve, c'est un patrimoine mondial de biodiversité. Chaque espèce présente ici est adaptée à ce fleuve. »

Si nous détruisons cet habitat, nous détruisons un monde qui existe depuis des millénaires », souligne Olsi Nika. Le combat n'est pourtant pas terminé. Pompage d'eau, extraction de sédiments et de graviers, mais aussi développement touristique pèsent sur le fleuve. L'Albanie et ses 2,7 millions d'habitants entend devenir une destination touristique de premier ordre – l'Institut national de statistique d'Albanie (Instat) a enregistré une augmentation de 82 % des arrivées de touristes en 2024 par rapport à 2019. Les conséquences sont nombreuses, à commencer par le détournement des eaux du fleuve et de ses affluents pour alimenter le développement du tourisme de masse sur la côte d'Himara, au sud du pays. « Nous croyons que le véritable progrès réside dans la préservation du caractère sauvage de la Vjosa, et non dans sa transformation en terrain de jeu pour des profits à court terme », conclut Olsi Nika. Une vision partagée par la Fondation Goldman pour l'environnement, qui a couronné leur travail. | Valérie Ferrer

► vjosanationalpark.al



Poulpe des grands fonds, filmé par le Schmidt Ocean Institute.

Tendance

Animaux en live streaming

Ours, cigognes, cerfs, canards, poissons... Ici et là, on voit fleurir sur les réseaux sociaux des vidéos d'animaux sauvages ou domestiques saisis sur le vif, à l'aide de webcams. La vraie vie des bêtes, sans filtre, sans commentaire, telle qu'en elle-même ! Ce que d'aucuns appellent la slow TV. Exemple, l'été dernier, l'équipe du Schmidt Ocean Institute californien a diffusé en temps réel sur YouTube et sur Twitch les images de créatures des grands fonds, captées par un robot sous-marin au large de Mar del Plata. Succès immédiat en Argentine où, dans les cafés et autres lieux publics, poissons et poulpes multicolores s'ébattaient sur grand écran sous les yeux ébahis d'un public passionné.

L'engouement est tel qu'une nouvelle expédition, organisée par le Conseil national de la recherche scientifique et technique (Conicet), centre de recherche public argentin, et le Schmidt Ocean Institute, est prévue à partir du 14 décembre ; et ses images seront, elles aussi, transmises en direct. Dans le même esprit, et plus près de nous, en septembre dernier, France TV nous faisait entendre en temps réel le brame du cerf dans la forêt de Rambouillet. Sept caméras et 506 heures de direct, pas moins. Le programme est disponible en replay. Avis aux insomniques !

► @SchmidtOcean

► france.tv/documentaires/le-brame-du-cerf



Mangrove dans le Tamil Nadu, restaurée pour stopper l'érosion des rives.

Inde

La renaissance d'Ennore-Manali

Ca bouge en Inde. En voici encore un exemple : l'État du Tamil Nadu lance un plan ambitieux pour régénérer la région côtière d'Ennore-Manali, très touchée par des pollutions massives de l'air et de l'eau, avec un écosystème fragilisé et, forcément, des populations très affectées. Une nouvelle structure, le Manali Ennore Restoration and Rejuvenation Council (Merrc), va piloter la restauration des zones humides et la réduction de la pollution industrielle, avec des plans de protection des mangroves, des récifs et des dugongs (vaches de mer), tout en développant la pêche durable et l'écotourisme. Plus de 300 agents forestiers sont recrutés pour assurer le suivi. Le projet, estimé autour de 200 millions d'euros, allie écologie, économie locale et implication des habitants pour redonner vie à ce littoral stratégique.

ROY SUBASTIAN/SCHMIDT OCEAN INSTITUTE; GETTY IMAGES

L'idée
Les premiers volumes de dioxyde de carbone (CO₂) liquéfié et comprimé viennent d'être injectés par pipeline en Norvège, à plus de 2 500 mètres sous la mer du Nord, dans le cadre du projet un peu fou Longrige - Northern Lights. Il s'agit pour la Norvège de déployer une chaîne complète de capture, de transport et de stockage du CO₂. On parle de 3 milliards d'euros d'investissements avec un objectif : offrir à l'industrie une nouvelle et indispensable solution de décarbonation. Comme les scientifiques le confirment, remplacer les fossiles par des énergies bas carbone ne suffira pas à rester sous la barre des 2 °C de réchauffement mondial. Il faut aussi déployer des technologies capables de capter et stocker le CO₂. Le Giec évoque la bagatelle de 100 à 1 000 milliards de tonnes à extraire au cours de ce siècle.

Faut-il enterrer le CO₂ ?

Stocker le dioxyde de carbone capté à la sortie des usines ou extrait de l'atmosphère : est-ce la solution pour limiter le réchauffement climatique ?

Nathalie Mayer

La mise en œuvre
Les projets se multiplient. L'Islande propose le premier stockage géologique terrestre, réalisé en dissolvant le gaz à effet de serre dans l'eau. En Europe 180 projets sont en cours. Mais au niveau mondial, à fin 2024, seulement 50 installations captaient effectivement du CO₂. Cette année, la technologie a, pour la première fois, franchi le seuil... du million de tonnes retirées de l'atmosphère. Bien loin des quantités nécessaires, selon le Giec.

Pour conclure (provisoirement)

« Ce n'est pas la solution miracle espérée », selon les scientifiques. Une autre piste existe : utiliser le CO₂ capté plutôt que de le stocker. Il pourrait servir à produire des engrains, des carburants de synthèse ou des produits chimiques. Les scénarios entrent en jeu, à l'horizon 2030, que 5 % du CO₂ capté puisse être ainsi réutilisé.

À lire

► « Estimation des capacités de stockage géologique de CO₂ en France métropolitaine », Projet EVASTOCO₂, librairie.ademe.fr ► « Feasible deployment of carbon capture and storage and the requirements of climate targets », nature.com ► « A prudent planetary limit for geologic carbon storage », nature.com

La prise en compte des risques

Côté espace de stockage, les perspectives ne sont pas plus réjouissantes. Les industriels auraient largement surestimé les capacités mondiales. Ils n'ont notamment pas tenu compte des risques, comme le déclenchement de tremblements de terre ou de contamination des eaux. Ainsi, une étude scientifique publiée en septembre estime que, compte tenu des dangers, nous ne devrions pas tabler sur une capacité de stockage de CO₂ sécurisé de 14 000 milliards de tonnes, mais plutôt de... 1 400 milliards de tonnes. Le stockage permettrait de réduire le réchauffement de 0,7 °C, là où on espérait 6 °C... Mais chaque centième compte, ne l'oublions pas. L'écart est la différence entre ce qui est techniquement possible et ce qui l'est en toute sécurité. « L'espace de stockage géologique est une ressource rare. Pour nous garantir un avenir climatique sûr, nous devons le gérer de manière responsable. Pas l'utiliser pour compenser des émissions évitables », conseillent les chercheurs.

Le coût élevé

De quoi se montrer sceptique donc. D'autant que ces projets sont souvent portés par une industrie des énergies fossiles qui présente l'idée comme une solution miracle. Également parce que les technologies de capture coûtent encore cher ; et que 90 % des projets échouent.

**Architecture**

Tableaux solaires

Le projet The SunRise, anciennement Capital Towers, à Edmonton au Canada, illustre parfaitement la capacité à transformer un bâtiment vieillissant en un symbole d'innovation durable. Mitrex, spécialiste canadien de l'intégration de technologies solaires au bâti, a été retenu pour cette rénovation énergétique ambitieuse. L'immeuble dispose d'une façade solaire intégrée (BIPV) couvrant ses quatre côtés et générant l'équivalent de la consommation de 23 foyers. Jusqu'ici, rien d'extraordinaire, même si cette solution a permis de dépasser

les objectifs de décarbonation fixés à 50 % tout en garantissant un retour sur investissement en seulement quatre ans. L'originalité du projet va au-delà de la performance énergétique : la façade intègre également le plus grand mur solaire artistique au monde, réalisé par l'artiste autochtone issu de la Nation Crie de Bigstone, Lance Cardinal. Véritable hommage à la culture locale, cette œuvre distingue totalement l'immeuble. La preuve qu'un projet architectural peut conjuguer efficacité environnementale, viabilité économique et affirmation culturelle. |

Chiffre clé

+13 % Un rapport de l'OCDE vient rappeler que des politiques climatiques plus musclées pourraient booster la croissance. À l'horizon 2040, le PIB mondial gagnerait un petit 0,2 % (pas de quoi sabrer le champagne, mais ça n'est pas si mal). En revanche, si on joue le match sur le long terme, c'est +13 % de PIB à la fin du siècle. Mieux encore : investir dans des technologies propres, améliorer l'efficacité énergétique et respirer un air moins pollué peuvent sortir 175 millions de personnes de l'extrême pauvreté d'ici à 2050.

► Rapport « Investir dans le climat pour la croissance », oecd.org

Innovation

Lave-verre miracle

C'est l'histoire d'une idée simple qui se transforme lentement mais sûrement en un véritable succès industriel. Avec son lave-verre nouvelle génération, la start-up française Auum a transformé un objet du quotidien en symbole d'efficacité et de durabilité. En quelques secondes, la machine nettoie, désinfecte et sèche un verre grâce à la vapeur, éliminant 99,9 % des bactéries, sans aucun produit chimique et avec à peine 20 centilitres d'eau. Ce pari audacieux a déjà séduit les professionnels et le grand public. Auum vient en effet de remporter deux distinctions au France Design Impact Award, organisé par l'Agence pour la promotion de la création industrielle (APCI), qui récompense les projets à impact positif. Le Prix de l'empreinte réelle salue la portée concrète de la solution, tandis que le Prix coup de cœur du public confirme l'enthousiasme grandissant des utilisateurs. |

► auum.com



IMAGE COURTESY OF MITREX; PRESSE

Le lave-verre nouvelle génération, écologique et performant, auum-S.

Mégafeux en France

Retour sur les feux exceptionnels qui ont touché le sud et l'ouest de la France durant l'été.

À Narbonne, l'incendie du 10 septembre 2024 a détruit 70 hectares de végétation.

L'impact financier

Le coût de l'incendie des Corbières dans l'Aude n'a pas encore été estimé. Celui qui a ravagé 20000 hectares en Gironde, en juillet 2022, a coûté 6,6 millions d'euros. On peut donc s'attendre à un coût similaire pour celui de l'Aude, auquel s'ajoutent évidemment les aides. Près de 15 millions d'euros ont été débloqués en fonds d'urgence pour les viticulteurs et les agriculteurs des Corbières.

Prévenir, un impératif

Depuis 1995, les plans de prévention des risques d'incendie de forêt (PPRIF) établissent des cartographies de risque pour des mesures préventives. Plus de 200 communes sont couvertes par un PPRIF, la moitié en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 21 % en Occitanie, 19,3 % en Nouvelle-Aquitaine et 8,9 % en Corse.

En chiffres

- > En août, **36 830 hectares** ont été brûlés contre 10 408 en moyenne par an entre 2006 et 2024.
- > Dans l'Aude, l'incendie des Corbières, le plus important de l'été, a dévoré **17 000 hectares** (1,6 fois la superficie de Paris), avançant la végétation à la vitesse spectaculaire de 5 kilomètres par heure. Les pompiers ont fait face à des flammes de plus de 15 mètres de haut.
- > Ces mégafeux deviennent difficilement contrôlables, notamment parce que leur intensité permet des sautes de feu [projections au-delà de la ligne d'incendie] de **200 à 500 mètres**.

Les solutions

- > **L'indice forêt météo (IFM)** établit à partir de données (vent, température, humidité de la végétation, etc.) les risques de départ de feu et de propagation.
- > **L'entretien des massifs boisés**, le débroussaillage, la création d'allées pare-feu et le stockage d'eau pour la défense incendie doivent se généraliser.
- > **Des campagnes de communication** allant jusqu'à annoncer l'interdiction d'entrer dans les massifs forestiers. Une météo des forêts informe le public avec quatre couleurs : vert, jaune, orange et rouge. Rappelons que neuf départs de feu sur dix sont d'origine humaine. |

Neijma Lechevallier

À LA UNE

COP30

La 30^e conférence sur les changements climatiques (COP30) se tient du 10 au 21 novembre, au Brésil, à Belém, au seuil de la forêt amazonienne. Un lieu symbolique pour une COP exceptionnelle. Car, dix ans après l'accord de Paris, et alors que l'espoir de limiter la hausse de la température moyenne à 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels s'est quasiment envolé, le temps du réalisme est venu, et une nouvelle gouvernance s'impose. Avec l'appui des meilleurs spécialistes, nous examinons les cinq questions clés qui vont animer les négociations.

LES CINQ ENJEUX CLÉS

Le parc national des Anavilhanas (État d'Amazonas) change avec les variations du niveau d'eau. Des canaux, des bancs de sable et des îles surgissent à la saison sèche, alors que des petites îles disparaissent lorsque l'eau monte.
Par Sebastião Salgado, 2009.

SEBASTIÃO SALGADO



Les journalistes vont toujours à l'essentiel, c'est bien connu. Nous avons donc plus entendu parler des problèmes de logement des délégations envoyées aux portes de la jungle que des enjeux climatiques que la COP30 de Belém est censée faire avancer. Dommage ? Peut-être pas. Le choix d'installer une COP dans une ville portuaire, dans le delta du fleuve Amazone, n'a rien de fortuit pour le gouvernement brésilien. « Belém est un laboratoire pour la gestion politique des risques écologiques contemporains, expliquent les chercheurs Igor Martinache et Clément Pin¹. Les inégalités environnementales présentent une acuité particulière à Belém. Les "terres basses" (baixadas), zones inondables et régulièrement inondées, constituent 55 % du territoire de la ville et sont occupées par les plus pauvres. Les membres des classes moyennes et supérieures résident sur les "hauteurs" de la ville, à quelques mètres d'altitude supplémentaires qui suffisent à les protéger. » Belém est donc un parfait exemple de ce que peuvent devenir des villes à l'urbanisme mal adapté face aux risques climatiques, sujet majeur qui anime les débats des COP depuis longtemps. À savoir le soutien à l'adaptation des pays du

Le Brésil veut remettre la notion d'urgence au cœur du débat

Sud global au réchauffement climatique. Au-delà du symbole que représente la forêt amazonienne, garante de l'équilibre climatique mondial mais toujours menacée (*lire page 42*), le président Lula a voulu sortir les décideurs de leur confort habituel. André Corrêa do Lago, le diplomate choisi par Lula pour présider la COP, a insisté sur ce déplacement du point de vue : « *L'Amazonie est un symbole de l'urgence planétaire, mais il n'y a pas d'incompatibilité entre la lutte contre le réchauffement climatique, la croissance économique et la lutte contre la pauvreté.* » Pour Marine Pouget, responsable de la gouvernance internationale du climat au sein de la fédération d'ONG Réseau Action Climat (RAC), « *c'est aussi une manière de créer une rupture après deux COP organisées dans des pays totalitaires et très dépendants des énergies fossiles, celles de Bakou en Azerbaïdjan et de Dubaï aux Émirats arabes unis* » (*lire page 50*). Le Brésil veut remettre la notion d'urgence au cœur du débat, alors qu'une partie du monde semble tentée de regarder ailleurs. Les effets du dérèglement climatique ne sont plus des projections de scientifiques. Partout, l'adaptation devient une nécessité. En 2015, date historique de l'accord de Paris, la question majeure était l'atténuation : comment limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale. Dix ans plus tard, l'heure est également à la gestion des dégâts. L'objectif mondial d'adaptation (OMA), défendu à Belém, illustre cette volonté de passer à des initiatives concrètes.

La parole aux peuples autochtones

Pour les organisateurs, l'enjeu est double : redonner du crédit à ces rendez-vous diplomatiques, mais aussi éviter l'enlisement dans les blocages classiques. Les COP sont heureusement devenues plus qu'un espace de négociations entre États. « *Toute la sphère mondiale qui s'implique sur les questions liées au climat se retrouve pendant quinze jours. Les délégations officielles, bien sûr, mais également des représentants de villes, d'entreprises, des ONG, des scientifiques, beaucoup de journalistes* », rappelle Marine Pouget. La place donnée aux peuples autochtones incarne sans doute le mieux cette inflexion. En Amazonie, leur rôle de gardiens de la forêt est reconnu, mais rarement traduit dans les politiques internationales. À Belém, leurs voix seront au centre des débats, non pas comme témoins d'une biodiversité en danger, mais comme acteurs de solutions à part entière. Leurs savoirs ancestraux de préservation des sols et des forêts, ou leurs modes de gouvernance communautaire, constituent des sources d'inspiration pour un monde en quête de résilience. La COP30 revendique aussi un rôle moteur dans l'innovation.

La COP30 doit fixer de nouveaux engagements dans un contexte international tendu

Entrepreneurs, chercheurs et investisseurs sont invités à contribuer à des « défis » consacrés à la lutte contre le réchauffement. L'objectif est de transformer la COP en catalyseur d'expériences reproductibles. L'Agence japonaise de coopération internationale, la Fondation Gates, le Boston Consulting Group ou l'Union internationale des communications sont les principaux instigateurs de ces initiatives. De son côté, le Medef brésilien invite le secteur privé à présenter sa vision et ses solutions (*lire page 48*). Bloomberg Philanthropies a choisi d'organiser à São Paulo juste avant la COP un grand forum des entreprises avec la même idée.

Une nouvelle gouvernance climatique

Cette dynamique se retrouve dans la programmation officielle. Elle est organisée en journées thématiques avec six grands axes concrets, qui vont de l'adaptation à l'énergie, en passant par la santé, les transports, la biodiversité et l'alimentation. Le Brésil organise un autre rendez-vous, le sommet de la Terre, qui entend bousculer les habitudes. Conçu comme un forum ouvert à la société civile mondiale, il va permettre aux associations, aux communautés locales, aux mouvements sociaux et aux chercheurs de dialoguer directement avec les négociateurs. Ce double dispositif – COP institutionnelle d'un côté, sommet citoyen de l'autre – vise à casser les murs habituels entre diplomatie et terrain. Les organisateurs de Belém espèrent ainsi incarner une pratique nouvelle de gouvernance climatique. La France, de son côté, arrive à Belém avec un rôle particulier. Pour les dix ans de l'accord de Paris, elle se doit de défendre l'héritage de ce moment fondateur. Sa diplomatie plaide pour maintenir l'ambition de 2015 et pour que l'Europe joue un rôle moteur dans le financement de l'adaptation. Il faut explorer toutes les pistes pour aller plus vite, car il y a urgence, rappelle Benoît Faraco, l'ambassadeur français pour le climat (*lire page 8*).

La Chine, premier émetteur mondial, devient aussi à Belém un protagoniste particulièrement influent. Elle s'affiche désormais comme leader sur les énergies renouvelables et les technologies bas carbone et poursuit sa diplomatie en faveur des pays du Sud. Elle s'est engagée pour la première fois à une réduction de ses émissions, entre 7 et 10 % d'ici à 2035, ce qui lui donne plus de crédibilité. Le 24 septembre dernier, Xi Jinping est intervenu à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU pour rappeler l'importance de la transition et du développement des énergies renouvelables. Attaquant au passage un « *certain pays* » allant à contre-courant. Il s'agit, bien sûr, des États-Unis. À la même tribune, Donald Trump a nié le caractère anthropique du réchauffement, « *la plus grande arnaque jamais*

perpétrée dans le monde » selon lui. Washington s'est retiré à nouveau de l'accord de Paris. Ce désengagement affaiblit la crédibilité de la Maison-Blanche sur le sujet. Mais la vitalité des initiatives locales reste exceptionnelle : la Californie, l'État de New York ou encore le Massachusetts maintiennent des politiques ambitieuses et poursuivent leurs coopérations internationales. À Belém, cette dissociation entre le fédéral et le local va renforcer le discours brésilien en faveur des solutions décentralisées. Laurence Tubiana, architecte de l'accord de Paris, abonde en ce sens. « *Les COP ont produit des avancées majeures mais aussi beaucoup de frustrations. Elles sont essentielles pour maintenir une pression collective, mais elles doivent évoluer* », souligne-t-elle. Elle estime que l'expérience de Belém, qui mise sur le concret et les territoires, va servir de modèle pour l'avenir. Après dix ans d'existence, modifier l'approche des COP comme le fait le Brésil est une bonne idée à ses yeux (*lire page 46*). C'est bien là que se joue la rupture annoncée : loin des conférences figées, réduites à des batailles diplomatiques interminables, la COP30 veut se présenter comme une agora élargie, mêlant gouvernements, société civile, acteurs économiques, innovateurs et peuples autochtones. L'Amazonie n'est pas seulement un décor : elle est le rappel permanent de ce qui est en jeu. Et si l'accord de Paris a incarné une promesse globale, malheureusement encore loin d'être atteinte, Belém entend marquer le temps des solutions concrètes et locales. Après les « COP du pétrole », celle de la forêt trace un autre chemin. |

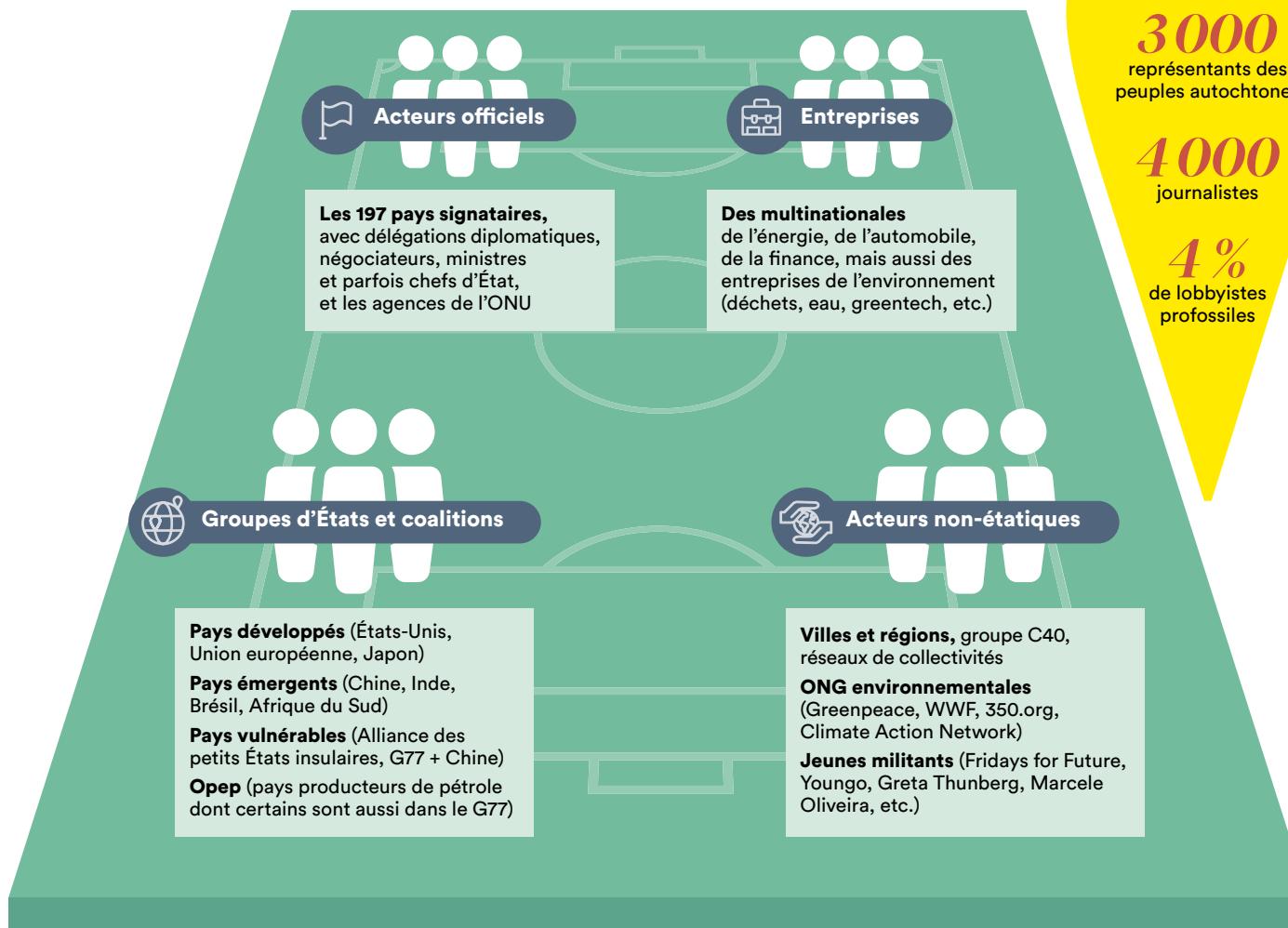
Christophe Dore

1. « Belém, laboratoire amazonien de la ville (in)soutenable », Igor Martinache et Clément Pin, 26 octobre 2020, metropolitiques.eu

COP30: MODE D'EMPLOI

Les forces en présence

La COP est une microsociété, avec ses codes, ses communautés, ses coalitions, ses oppositions et sa hiérarchie bien établie.



30 ANS D'AMBITIONS MONDIALES



Sources : ministère des Affaires étrangères, Climate Watch, Réseau Action Climat.



1300 Md\$ par an

C'est l'espoir de la « Baku to Belém Roadmap » pour le financement climatique dans les pays en développement (l'accord porte sur 300 milliards actuellement)

125 Md\$

Pour abonder le Tropical Forest Forever Facility (TFFF), un fonds d'investissement mixte (public-privé) destiné à soutenir la conservation et la reforestation dès 2026

À chaque pays ses engagements

L'engagement de réduction des émissions en 2025 par pays (NDC) reste le référent principal de la COP. Les organisateurs espèrent aussi avancer sur l'aide aux pays développés et obtenir un geste fort sur la forêt.

